

Annexe n°
DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE
(Au moment du dépôt de l'offre - art L 2193-5 1^{er} alinéa)

Ce formulaire est un modèle de déclaration de sous-traitance qui sera utilisé par les candidats lors de la remise de leur offre pour présenter un sous-traitant.

A.- Identification de l'acheteur – Pouvoir Adjudicateur

ETAT - MINISTÈRE DE LA JUSTICE – SECRETARIAT GENERAL

Délégation Interrégionale Grand-Est
Département de l'Immobilier
20 boulevard de la Mothe – CS 70005
54002 NANCY CEDEX Tél : 03 54 95 31 49
Siret : 120 010 038 001 29

Chef de projet : Anthony FUHRMANN anthony.fuhrmann@justice.gouv.fr 06 75 65 53 76

le RPA est habilité à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)

B - Objet du marché public.

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'intégration de services de la Protection
Judiciaire de la Jeunesse dans des locaux rue Auxonne à Nancy**

C - Identification du soumissionnaire du marché public.

Ces renseignements sont donnés dans l'acte d'engagement.

D - Identification du sous-traitant.

► Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et numéro SIRET :

► Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.):

► Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

► Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

► Le sous-traitant est-il une micro, une petite, ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à

la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ? **oui** ☐

non

E - Nature et prix des prestations sous-traitées.

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le soumissionnaire du marché est un groupement d'entreprises et si les prestations sont individualisables, il sera précisé quel (s) cotraitant (s) est (sont) concerné (s) par la présente sous-traitance :

▶ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA :

▶ Modalités de variation des prix : Prix fermes.

▶ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (contrat de sous-traitance > à 600 € TTC (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du code de la commande publique) :

oui ☐ **non** ☐

F - Conditions de paiement.

▶ Compte à créditer : (Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Dans le cas où le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance; le sous-traitant peut bénéficier d'une avance. Le sous-traitant demande à bénéficier de cette avance : **oui** ☐ **non** ☐

G - Pièces à fournir par le sous-traitant.

Récapitulatif des informations, renseignements et documents demandés par l'acheteur dans le règlement de consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financière ou ses capacités professionnelles et techniques :

- Formulaire 'déclaration du candidat' pré-rempli dûment complété accompagné des pièces demandées
- Un extrait Kbis
- Un Relevé d'Identité Bancaire
- Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile

H - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique(*) (**)

Afin d'attester que le sous-traitant, n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

I – Signatures du sous-traitant et du soumissionnaire

A _____, le _____
Le sous-traitant :

A _____, le _____
Le soumissionnaire :

(En cas de groupement d'entreprises, la déclaration est signée par l'ensemble des membres du groupement ou par le mandataire habilité par les membres du groupement)

J - Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

La signature et la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.